

Un Office dans la tourmente : M. Campinos peut-il briser la malédiction ?

Le nouveau président de l'OEB peut-il apporter le changement si indispensable pendant son mandat ?

Si vous avez observé le paysage du brevet européen récemment, vous savez qu'un débat fait rage autour du thème quantité contre qualité des brevets.

L'Office européen des brevets (OEB) affirme qu'aussi bien la quantité que la qualité de brevets sont en hausse, avec des niveaux de satisfaction des utilisateurs à l'égard des services d'administration des brevets de l'OEB progressant pour atteindre 89 pour cent en 2017 contre 80 pour cent en 2015.

Toutefois, dans une lettre récente, quatre cabinets d'avocats allemands, Grünecker, Hoffmann Eitle, Maiwald et Vossius & Partner considèrent que « les systèmes d'incitation et les directives internes [à l'Office] apparaissent orientés vers la récompense, ou même vers l'exigence d'un « achèvement » rapide des procédures et, par voie de conséquence, vers l'exigence d'une productivité supérieure ».

Si les cabinets d'avocats indiquent apprécier le gain en rapidité, la « recherche aussi exagérée » d'une productivité élevée a selon eux entraîné une série de problèmes, notamment des problèmes de qualité, de portée de la protection et de brevets incorrectement examinés.

Désormais dirigé par l'ancien responsable de l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), António Campinos, l'OEB a été piloté pendant les huit dernières années par Benoît Battistelli, un personnage controversé qui a réussi à obtenir un nombre record de délivrances de brevets année après année. Ce résultat a été imputé aux mesures d'efficacité mises en œuvre sous son règne.

M. Battistelli a aussi joué un rôle déterminant dans la création et l'avancement du système du brevet unitaire, envisagé depuis si longtemps, qui reste encore à mettre en œuvre.

Cependant, le président sortant, dont le mandat a été prolongé en 2014 de trois ans au-delà de son mandat initial de cinq ans, a été la cible d'attaques venant du sein de l'OEB, notamment de l'Union syndicale de l'OEB (USOEB), qui combat des conditions de travail qu'elle estime dangereuses.

M. Battistelli a été accusé d'atteintes aux droits du personnel de l'Office, notamment en présentant des propositions visant à remettre en cause les contrats d'emploi permanent et en révoquant des représentants du personnel contrairement à la demande du Conseil d'administration de l'Organisation européenne des brevets.

Au fil des années, l'USOEB a organisé diverses manifestations pour contester M. Battistelli et les sanctions disciplinaires infligées à plusieurs représentants du personnel et responsables syndicaux. Les manifestations ont rapidement fait l'objet de mesures d'interdiction, ce qui a encore exacerbé les difficultés de M. Battistelli avec le syndicat du personnel.

De nombreuses sanctions infligées à ces représentants du personnel ont depuis été annulées par l'Organisation internationale du travail, qui a réintégré plusieurs membres du personnel, y compris les membres éminents de l'USOEB Malika Weaver, Ion Brumme et Elizabeth Hardon.

À partir d'informations fournies par des sources proches de l'USOEB, IPPro a couvert nombre de ces incidents.

Nos sources indiquent que M. Battistelli avait introduit un « règne de la peur » à l'Office, avec un « style brutal de gestion des ressources humaines visant en particulier (mais pas uniquement) les plus faibles parmi le personnel de l'OEB.

« L'une des nombreuses politiques nuisibles en matière de gestion des ressources humaines qui ont été mises en œuvre sous les mandats de M. Battistelli a été abusivement, par euphémisme, intitulée « traitement des personnes difficiles ». Avec des méthodes de gestion des ressources humaines aussi brutales, la peur s'est rapidement diffusée parmi le personnel, chaque jour un peu plus, comme un virus. On en est arrivé à un point où chacun craignait d'être accusé d'avoir commis une faute (imaginaire) quelconque et craignait d'être condamné abusivement pour cela. »

À cela s'ajoutait, selon nos sources, « des objectifs de production bien trop élevés, » qui « nuisent manifestement à la qualité des produits fournis comme les quatre cabinets d'avocats allemands de premier plan l'ont récemment souligné à juste titre ».

Cette inquiétude à propos des objectifs de production n'est pas propre aux seuls adhérents de l'USOEB (le principal syndicat avec un taux d'adhésion de près de 50 pour cent de l'effectif total de l'OEB) et, en mars, près de 1 000 examinateurs de l'OEB ont signé une pétition pour avertir le Conseil d'administration qui contrôle l'Office que la qualité des brevets de l'OEB est « menacée par les exigences de la direction actuelle ».

Dans cette pétition, on pouvait lire : « Nous, examinateurs de l'OEB, sommes soumis à des contraintes qui ne sont plus compatibles avec un exercice approprié de nos fonctions au sein des divisions de recherche et d'examen. Nous sommes bien trop souvent confrontés au dilemme de devoir choisir entre travailler dans le respect de la Convention sur le brevet européen et des directives de l'examineur, ou fournir des « produits » comme notre hiérarchie nous le demande. »

L'USOEB affirme que ces conditions de travail ont soumis le personnel à des risques psychosociaux et invoque comme preuve une enquête réalisée dans l'ensemble de l'Office en 2016, lors de laquelle ont été interrogés 2 649 agents sur les 6 770 que compte l'Office. Quelque 58 pour cent des personnes ainsi interrogées percevaient un impact négatif du travail sur leur santé. Cette enquête est intégralement disponible [ici](#).

Malgré le départ de M. Battistelli, notre source estime que son ombre plane encore sur l'Office. Lorsque M. Campinos est arrivé aux manettes, il a déclaré que la motivation du personnel serait parmi ses « premières priorités ». Il a initialement envoyé un message à tous les membres du personnel, en sa qualité de Président pour le leur faire savoir et pour souhaiter qu'ils fassent part de leurs idées sur les changements qui pourraient être envisagés à l'Office. Il expliquait que leur contribution serait « vitale » et qu'il présenterait un plan stratégique au

Conseil d'administration en juin 2019.

M. Campinos indiquait que la « contribution du personnel » jouerait un rôle majeur dans l'élaboration du plan stratégique, mais il reconnaissait que l'OEB a « de nombreuses parties prenantes ».

Nos sources affirment que rien n'a « changé concrètement » depuis que M. Campinos a rejoint l'Office et que, pour le moment, il n'a « pas pris une seule mesure indiquant son intention de mettre clairement fin aux pratiques antérieures en matière de gestion des ressources (in-)humaines. Pire, il a maintenu à leurs postes tous ceux, en particulier à la direction des ressources humaines, qui sont directement responsables de la gestion brutale et calamiteuse des dernières années. Par conséquent, que pouvons-nous raisonnablement attendre si les mêmes sont toujours en fonction ? Jusqu'à présent, M. Campinos s'est contenté d'émettre un écran de fumée avec ses belles paroles qui ne trompent personne. Aucun travail concret n'a été engagé, ni avec les représentants statutaires du personnel (qu'il a seulement rencontrés brièvement le 17 juillet et qu'il rencontrera de nouveau à la mi-septembre), ni avec la direction de l'USOEB, qu'il a superbement ignorée jusqu'ici ! »

Les mêmes sources ajoutent : « Jusqu'à présent, rien de plus que le baratin habituel de la direction générale. Concrètement, la pression à la production n'a pas diminué, les objectifs n'ont pas été revus à la baisse, la qualité du travail est donc toujours en danger. Ceux qui maltraitaient le personnel sous Battistelli sont toujours à leur poste. Le personnel de l'OEB qui travaille dur n'est pas récompensé pour ses efforts et la pression est maintenue sur tous indistinctement. Est-ce mieux que sous Battistelli ? Pour le moment, la réponse est non. M. Campinos n'a pas non plus rétabli dans leurs droits les nombreux représentants du personnel et responsables syndicaux abusivement sanctionnés par son prédécesseur (Aurélien Pétiaud, Michael Lund, Elizabeth Hardon ou l'ancien membre du Comité central du personnel et ancien secrétaire de la section de La Haye de l'USOEB, Laurent Prunier). Jusqu'à présent, l'ambiance de travail ne s'est pas améliorée. Chacun attend ses premières décisions concrètes et espère qu'à partir de septembre M. Campinos va enfin montrer qu'il est différent de son prédécesseur. Il doit maintenant agir rapidement et prendre des décisions pour réduire la pression à la production qui est bien trop élevée, mais aussi prendre des décisions pour mettre fin une fois pour toutes aux méthodes délétères de gestion des ressources humaines qui ont placé l'ensemble de l'OEB sous une pression malsaine pendant trop d'années. »

Pour le personnel de l'OEB, la route est encore longue et si le débat sur la quantité contre la qualité persiste, il n'est pas sûr qu'un changement net soit à l'horizon. Pour M. Campinos, l'ombre de M. Battistelli continue de planer et le futur reste incertain.

Le mandat de M. Campinos à l'EU IPO a été décrit comme positif et progressiste et ses paroles sont éloquentes sur les différences entre lui et son prédécesseur, mais des mesures seront toujours plus éloquentes que des paroles.